

Tebboune directement impliqué dans les barbouzeries algériennes en France

écrit par Juvénal de Lyon | 13 mai 2025





Notes confidentielles et rapports circonstanciés à l'appui, le média français «Le Journal du Dimanche» est parvenu, dans le cadre d'une enquête exclusive, à démontrer l'implication directe du président algérien, Abdelmadjid Tebboune, dans les barbouzeries algériennes commises en France, en Espagne et dans son propre pays. Ses cibles: les opposants au régime et tous

ceux qui contestent son autorité.

Par [Zineb Ibnouzahir](#)

Le 12/05/2025

C'est une enquête explosive que celle publiée dans les colonnes de l'hebdomadaire français [Le Journal du Dimanche \(JDD\)](#) en date du 10 mai, alors que les relations franco-algériennes traversent leur pire crise depuis l'indépendance de l'Algérie. Point de départ de cette enquête, l'affaire Amir DZ, opposant algérien enlevé et séquestré en avril dernier en France, lors d'une opération qui a capoté et qui a abouti au placement en garde à vue par les autorités françaises d'un agent diplomatique algérien qui y était impliqué.

Sur la base des témoignages de sources sécuritaires et diplomatiques en France et en Algérie, *Le JDD* remonte le fil de cette affaire qui est loin d'être un cas isolé. Et pour cause, avant l'enlèvement d'Amir DZ, d'autres opposants ont subi le même sort en France, mais aussi en Espagne, alors qu'en Algérie, où l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal est détenu arbitrairement depuis novembre 2024, c'est ce que subissent tous ceux qui osent contester le régime. Ils sont ainsi 250 détenus d'opinion, pour la plupart journalistes, poètes, écrivains ou militants, à croupir dans les geôles de leur pays pour des motifs farfelus tels que «*le financement du terrorisme*» ou «*l'atteinte à la sécurité de l'État*».

Le point commun entre ces personnes? Leur opposition au régime de leur pays et leur critique du pouvoir incarné par Abdelmadjid Tebboune. Un sujet auquel la chaîne française *France 2* avait déjà consacré deux reportages dans l'émission «*L'œil du JT*», en se penchant sur les menaces et les pressions subies par les opposants algériens en France de la part des autorités

algériennes. Des révélations qui avaient alors suscité l'ire du pouvoir, prompt à dénoncer des mensonges de la part du média public français et une cabale médiatique contre l'Algérie.

Mais cette enquête du *JDD* vient enfoncer encore un peu plus le clou dans le cercueil de la crédibilité de la présidence algérienne. Car si l'implication des services secrets algériens a été prouvée par l'enquête des autorités françaises sur l'enlèvement d'Amir DZ, c'est cette fois-ci l'identité de l'homme à la manœuvre qui est dévoilée, preuves à l'appui: Abdelmadjid Tebboune himself. Ainsi, c'est un portrait sinistre du président algérien qui se dessine. Celui d'un homme aux pratiques mafieuses qui exposait déjà, en août 2021, en guise de promesse présidentielle, son plan d'action pour la «Nouvelle Algérie»: rapatrier *«par tous les moyens»* les exilés politiques qui *«ouvrent leur bouche à l'étranger»*, rapporte *Le JDD*.

Alcoolique, rancunier, impulsif... le vrai visage de «3ammi Tebboune»

En Algérie et au sein de la diaspora, on l'appelle «3ammi Tebboune». Une appellation affectueuse dans la bouche de ceux qui soutiennent le régime qu'il incarne, ironique dans la bouche des autres, ceux qui voient clair dans les manigances d'un homme propulsé par la junte militaire au poste de président pour mieux mater les voix du Hirak et asseoir les intérêts corrompus.

Loin de la figure paternelle bienveillante qu'il tente de se composer, *Le JDD* trace un tout autre portrait de Tebboune, qualifié de *«très impulsif»* par un ancien ministre de son gouvernement dans les colonnes de la publication. Un euphémisme pour décrire un homme qui s'avère être totalement imprévisible et démunie de tout self-control, au point que *«ses colères terrorisent jusqu'aux plus hauts cercles du pouvoir»*, écrit *Le JDD*.

En Algérie, la raison qui explique le comportement irascible de cet homme relève visiblement du secret de polichinelle: son addiction à l'alcool. Un détail loin d'être trivial, souligne *Le JDD*, car il s'avère «*en réalité capital*». En effet, abonde l'ancien ministre algérien, «*tous ceux qui travaillent avec lui sont tétanisés par son tempérament volcanique, exacerbé depuis qu'il a arrêté l'alcool et la cigarette*».

Une pente douce sur laquelle le président algérien glisse depuis 2020, année durant laquelle il contracte une forme grave du Covid-19 qui entraîne son hospitalisation en Allemagne. À son retour, l'occupant d'El Mouradia est contraint de renoncer à ses habitudes, à savoir «*ses doses de whisky et ses deux paquets de cigarettes*», poursuit-on, évoquant un homme qui, depuis, «*se laisse aller à des colères qui font trembler les murs d'El Mouradia*».

En proie au manque et à un sevrage contraint, il «*ne supporte pas la critique*», explique ainsi au *JDD* un cadre autrefois proche du président, racontant cet épisode récent lors duquel un conseiller a été débarqué parce que Tebboune avait appris qu'il ne partageait pas ses vues, notamment au sujet de la traque des opposants. Quant à cet autre diplomate, qui témoigne à son tour et tend à tempérer ce trait de caractère, il n'en décrit pas moins un homme qui ne sait pas faire la part des choses: «*Son problème est que c'est un affectif. Il aime ou il déteste. Et quand il vous déteste, vous devenez son ennemi personnel et il cherche à vous nuire*».

Une politique algérienne basée sur une logique très personnelle: «Avec ou contre moi!»

C'est donc très loin des intérêts de son pays que se situe la ligne politique de Abdelmadjid Tebboune. «*Dans les hautes sphères, nul n'ignore que de nombreuses figures de la nomenklatura, aujourd'hui derrière les*

barreaux, ont, à un moment ou un autre, croisé le fer avec le président», explique l'hebdomadaire.

Ainsi, en Algérie, l'opposition se paie cher et se solde a minima par une interdiction de sortie du territoire national, une peine distribuée à tout va, à en croire une source qui confie que *«des ISTN sont délivrées sans que l'on sache pourquoi»*. Principalement visés par ces directives: des blogueurs, journalistes, hommes politiques ou simples agitateurs sur lesquels *«Tebboune a fait manifestement une fixation»*, au point que *«cela vire à l'obsession»*.

Amir DZ, l'ennemi juré de Tebboune

Mais il est un opposant qui parvient particulièrement à faire sortir le président de ses gonds: Amir DZ. La haine de Tebboune pour le youtubeur a atteint des sommets depuis que ce dernier s'en est pris à lui et à son entourage en accusant, en mars 2021, la Première dame de malversations financières et en évoquant les relations de son fils, Khaled Tebboune, avec un baron de la drogue. *«L'effet est immédiat: le président entre dans une rage noire»*, raconte *Le JDD*. Oubliant sa fonction première de chef d'État, Tebboune en fait une affaire personnelle, au point de confier dès 2021 à son directeur de cabinet et homme de confiance, Boualem Boualem, la mission d'obtenir coûte que coûte l'extradition d'Amir DZ, détaille l'article.

Pour réussir là où son prédécesseur, Abdelaziz Bouteflika, avait échoué en ne parvenant pas à obtenir l'extradition d'Amir DZ, malgré 7 demandes envoyées entre 2013 et 2019, Tebboune va surenchérir dans la gravité des accusations portées contre le youtubeur.

Les accusations de diffamation, d'atteinte à l'unité nationale ou encore d'escroquerie peinaient à trouver grâce aux yeux de la justice française, car, précisent des sources judiciaires, *«les éléments fournis par Alger*

ne permettaient de justifier une procédure d'extradition», quand ce ne sont pas certaines demandes qui sont grossièrement truquées avec usage de faux. Le président de la Nouvelle Algérie va alors passer à la vitesse supérieure en avril 2021 en formulant, via son homme de confiance, deux nouvelles demandes d'extradition, basées sur des faits autrement plus graves: le *«financement du terrorisme»*. Mais là encore, le régime d'Alger fait chou blanc, faute de preuves apportées pour étayer cette accusation.

Pour un Abdelmadjid Tebboune qui ne maîtrise plus ses nerfs, ce refus est intolérable et il est désormais temps de le contourner. C'est le moment choisi par Alger pour *«activer ses services»*, poursuit *Le JDD*, et mettre à exécution la volonté présidentielle en faisant taire, coûte que coûte, les voix dissidentes.

La chasse aux opposants est ouverte

La suite, on la connaît: les arrestations arbitraires pleuvent en Algérie, la presse indépendante n'existe plus, la liberté d'expression n'est plus qu'un vieux souvenir, et l'étau se resserre sur ceux qui symbolisent encore une forme de liberté à travers la création, à savoir les écrivains, les poètes et les artistes. Ce grand nettoyage se poursuit à l'étranger, mais, grossièrement entrepris, il va tourner au fiasco et faire la Une des journaux.

En août 2023, énumère *Le JDD*, c'est le journaliste Abdou Semmar, condamné à mort par contumace dans son pays, qui va faire l'objet d'une agression en région parisienne, perpétrée par un homme qui s'envole -étrange coïncidence- quatre jours plus tard pour Alger, avant d'être interpellé en France à son retour en décembre 2023. *«Selon nos informations, son objectif était d'accéder au smartphone de Semmar pour identifier ses*

contacts», indique l'hebdomadaire français.

Le 17 octobre 2024, c'est au tour de Hichem Aboud, journaliste et ancien militaire, d'être kidnappé à Barcelone par des hommes armés qui s'apprêtaient à le faire embarquer sur un yacht, avant qu'il ne soit sauvé in extremis par une intervention de la Guardia Civil. Après avoir arrêté deux des ravisseurs, «les enquêteurs français et espagnols attribuent, là aussi, cette opération aux Algériens», explique l'article, soulignant que «ces derniers lui en veulent pour ses liens présumés avec les services marocains».

Vient ensuite le tour d'Amir DZ, enlevé et séquestré en avril 2024. Une affaire explosive passée au peigne fin dans l'enquête du JDD, afin de restituer les ramifications qui mènent jusqu'aux allées d'El Mouradia, en se basant sur le travail des enquêteurs français. Car une certitude s'impose: «L'affaire Amir DZ n'est pas l'œuvre de délinquants isolés. Elle a été pensée, planifiée depuis Alger, avec le concours direct d'officiers agissant sous couverture diplomatique», assène l'article.

Les hommes à tout faire de Abdelmadjid Tebboune

Pour faire le sale boulot, le président algérien a désigné un homme dont le nom revient à plusieurs reprises dans les documents et les témoignages recueillis par le journal français. «C'est le général Sadek qui a tout coordonné dans l'affaire Amir DZ», affirme ainsi un cadre bien placé au sein des services spécialisés. «Derrière le pseudonyme de Sadek se cache le général Rochdi Fethi Moussaoui, patron de la toute-puissante DGDSE, la Direction générale de la documentation et de la sécurité extérieure, qui contrôle les agents algériens envoyés à l'étranger», précise Le JDD. C'est à celui qui était en poste à Paris, entre

2022 et octobre 2024, que revient la tâche de superviser «les barbouzeries perpétrées en France».

L'enquête du journal français établit un long portrait de cet homme, «ambitieux et réputé pour son goût du luxe qui (...) n'était encore, en 2020, qu'un colonel de 48 ans, lorsque la maladie du président l'a propulsé dans les premiers cercles du pouvoir».

Ami de Mohamed Tebboune, fils du président, «le petit officier, chargé autrefois des enquêtes d'habilitation au sein de la DGSJ algérienne, devient l'un des responsables les plus puissants du pays» en moins de quatre ans, explique-t-on, devenant l'«homme de confiance du président, mais aussi le bras armé de ce qui est appelé à Alger la “secte présidentielle” pour évoquer la clique qui entoure le président, ceux qui détiennent le pouvoir réel», précise l'une des sources du JDD.

Implication directe du président algérien

Mais pour traquer et punir les détracteurs de Tebboune, «le colonel Sadek n'agit pas seul», est-il révélé dans cette enquête qui braque également la lumière sur l'un de ses amis qu'il nommera, en avril dernier, comme intérimaire «avec l'accord de la présidence». Il s'agit de Mohamed Wassim Abloul, également appelé «Abdelghani», un officier quadragénaire issu de la DGSJ algérienne, qui s'occupait des «affaires réservées», comprendre les opérations clandestines, notamment la surveillance, la neutralisation de l'opposition et l'infiltration à l'étranger de mouvements diasporiques. Considéré désormais comme «le successeur du général Sadek à Paris», poursuit l'article, il ne s'est toujours pas présenté, comme le veulent les usages, aux services de la DGSJ française, témoignant ainsi de «ce dédain à l'égard de la France».

Enfin, pour compléter la «clique» de Tebboune, il y a Boualem Boualem, directeur de cabinet et homme fort de la présidence *«qui donne les directives présidentielles»*, en l'occurrence, *«selon les cas, de surveiller, corrompre, intimider ou neutraliser»* les activistes.

Le JDD explique que les traces laissées par les agents algériens ont permis de remonter aisément à Alger. Même le traqueur collé au véhicule d'Amir DZ pour suivre ses mouvements a parlé, bien que les agents algériens aient incendié son véhicule. Ce que disent entre les lignes les sources de l'hebdomadaire français, c'est que les agents des renseignements algériens sont des pieds nickelés qui ont laissé suffisamment de preuves pour établir l'implication directe de Abdelmadjid Tebboune dans les barbouzeries perpétrées sur le territoire français.

Source

: https://fr.le360.ma/medias/abdelmadjid-tebboune-directement-implique-dans-les-barbouzeries-algeriennes-en-france_S6JSIGFPHVC5ZEZGQWZL4VSLXI/

Juvénal de Lyon